

Paris, le 8 novembre 2005



COMMUNIQUE DE PRESSE

Le SNETAA ne peut que réagir avec la plus vive incompréhension à la déclaration du Premier Ministre, Dominique de Villepin. Effectivement, il ne comprend pas que les réponses apportées ne soient pas à la hauteur des problèmes engendrés par la violence en banlieue.

Le SNETAA tient d'abord à rappeler qu'il condamne, comme il l'a toujours condamné, tout acte de violence et d'atteinte aux bâtiments représentant l'Etat, notamment les Ecoles.

Le SNETAA apporte tout son soutien aux enseignants, comme à tous les personnels qui assurent leur mission dans les établissements difficiles, notamment ceux des ZEP. S'ils n'ont pas toujours choisi leur affectation, leur dévouement n'a jamais été pris en défaut. C'est d'ailleurs souvent à ce prix que se maintient l'école dans ces quartiers.

Le SNETAA a toujours prôné l'émancipation des jeunes par l'Ecole, notamment dans le cadre de son secteur, l'Enseignement Professionnel qui forme les futurs salariés et aussi citoyens. Ainsi, la formation est bien la mission du service public d'Education et l'insertion professionnelle, celle de l'entreprise.

Ainsi,, la fausse solution du recours au développement massif de l'apprentissage pour régler le problème de l'échec scolaire est une erreur fondamentale. S'agit-il de faire de l'entreprise la rédemptrice des difficultés des jeunes ? Est-ce vraiment son rôle ? Le SNETAA a toujours dit NON au développement de l'apprentissage car ce n'est pas ce qui permet de régler la question des publics en grande difficulté scolaire. On ne se débarrasse pas d'un problème en le déplaçant. Le traitement de la difficulté scolaire et des sorties sans qualification est bien l'affaire de l'Ecole. Ce sont ses publics qui doivent nous mobiliser. Leur place peut être au sein de l'enseignement professionnel qui utilise une pédagogie différente et de valorisation de l'apprenant.

C'est pourquoi les propos sur une entrée en apprentissage à 14 ans pour ces publics désignés sont inacceptables et intolérables. Ce n'est pas la solution qui doit être offerte à ces jeunes issus de catégories socioprofessionnelles les plus défavorisées. L'Ecole, au contraire, doit rester celle de la République incarnée autour de ses valeurs fondatrices et permettre à chacun de trouver sa place ainsi que son utilité dans notre société. L'une d'entre elles est d'ailleurs la laïcité.

Le Premier Ministre reconnaît que tous les mots ont leur importance. Pour autant, le temps des mots est révolu et doit laisser sa place à l'action. Cette action doit passer par le renforcement de l'Ecole publique et laïque. C'est d'autant plus le bon moment que le Budget de la Nation est discuté actuellement. Il comporte des suppressions de postes qui entraîneront de nouvelles tensions lors des cartes scolaires avec de nouvelles suppressions de sections et de formations dans les Lycées Professionnels. Il est bon de se souvenir que le SNETAA avait dénoncé avec force la suppression massive du CAP qui correspondait à la possibilité d'obtention d'un premier diplôme pour certains jeunes, leur offrant ainsi un passeport réel pour le marché du travail.

L'espoir en une chance d'avenir donnée par l'Ecole Républicaine doit être restauré. C'est d'ailleurs dans ce cadre que nous avons demandé une véritable campagne coordonnée de valorisation de l'enseignement professionnel qui doit être vécu comme une véritable chance donnée à tous les jeunes en fonction de leurs choix et de leurs potentialités.

Le SNETAA continuera à affirmer que la construction du pacte social qui doit nous lier pour l'avenir passe bien par une véritable reconnaissance de l'égalité des trois voies de formation.